

# **Algérie (déclaration) : Non au coup de force électoral ! Notre mobilisation populaire continue !**

dimanche 15 décembre 2019, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 14 décembre 2019).

Pire que toutes les mascarades antérieures, la cooptation de Tebboune comme président de la république, en dépit du rejet massif et éclatant de la mascarade électorale, constitue un viol qualifié de la souveraineté du peuple algérien. Ainsi, le pouvoir de fait a été jusqu'au bout dans sa logique de normalisation par le coup de force. A l'évidence, les neuf millions d'électeurs et électrices qui auraient participé au vote, et que toutes les chaînes de télévision, pourtant mises au garde à vous, n'ont pas montrés, sont une pure invention. Cependant, le peuple presque entier qui occupait la rue et qui scandait son rejet de la mascarade n'était pas audible pour le pouvoir de fait.

Avec une commission électorale, une administration, des lois et des candidats tous issus du régime néolibéral, anti démocratique et corrompu de Bouteflika d'une part, et dans un climat d'accentuation de la répression, des intimidations et des arrestations, comme à Oran d'autre part, ce simulacre d'élection présidentielle ne peut produire qu'un 5ème mandat bis et la continuité du régime honni dont la recomposition est déjà en cours.

Pour rassurer l'oligarchie, et surtout les grandes puissances étrangères, le nouveau « président » a consacré les premières phrases de son premier discours, non pas aux millions de travailleurs, de jeunes et de femmes, dont la formidable mobilisation boucle bientôt ses dix mois de Hirak, mais plutôt aux « hommes d'affaires » à qui il a promis aide et facilitations. Par ailleurs, il n'a pas évoqué l'annulation de la nouvelle loi sur les hydrocarbures et les dispositions décriées de la loi de finances 2020, ni le retrait du projet de la nouvelle loi sur la retraite. Ainsi, la rupture que le nouveau « président » veut incarner, notamment sa révision de la constitution, ne sera à son tour qu'un simulacre assurant dans le fond le maintien du même régime libéral au service des mêmes riches et patrons.

Le PST, qui avait déjà appelé au rejet de cette mascarade électorale, ne reconnaît ni sa légalité, ni sa régularité, ni la légitimité de ses résultats.

Le PST appelle à rejeter ce coup de force et à amplifier la mobilisation populaire qui nécessite plus que jamais une auto organisation démocratique à tous les niveaux. Il s'agit en priorité d'imposer la cessation de la répression, la libération de tous les détenus politiques et d'opinion et la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques.

Il s'agit aussi de réaliser la rupture avec ce régime libéral, autoritaire et comprador en imposant une transition démocratique permettant la mise en place d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité du peuple algérien.

Le PST salue les grandes manifestations populaires qui se sont déroulées du 08 au 13 décembre 2019 ainsi que les multiples grèves qui ont eu lieu dans plusieurs wilayas. Le combat pour la souveraineté populaire, les libertés démocratiques et la justice sociale continue !

**Direction Nationale du Parti socialiste des Travailleurs (PST)**

Alger, le 14 décembre 2019

---